

LE CAPITALISME NOUS FAIT SA CRISE

Des taux de croissance négatifs dans presque tous les pays industrialisés, une croissance nettement ralentie dans les pays émergents, un chômage qui se développe sous toutes les latitudes et – pour ceux qui ont encore un emploi – un statut de plus en plus précaire, une crise alimentaire qui se développe même dans les pays industrialisés, où le nombre de pauvres et de SDF s'accroît régulièrement.

De ces symptômes et de quelques autres, on peut déduire que le capitalisme façon libérale ne se porte pas aussi bien qu'avant. Mais le système va-t-il, peut-il, doit-il changer ?

« Lorsque, comme c'est le cas dans toutes les sociétés occidentales, on proclame ouvertement (...) que la seule valeur est l'argent, le profit, que l'idéal sublime de la vie sociale est l'enrichissez-vous, peut-on concevoir qu'une société peut continuer à fonctionner et à se reproduire sur cette unique base ? (...) Pourquoi s'escrimer pour faire produire et vendre au moment où un coup réussi sur les taux de change à la Bourse de New-York ou d'ailleurs peut vous rapporter en quelques minutes 500 millions de dollars ? Les sommes en jeu dans la spéculation de chaque jour sont de l'ordre du PNB des États-Unis en un an. Il en résulte un drainage des éléments les plus "entrepreneurs" vers ce type d'activités qui sont tout à fait parasitaires du point de vue du système capitaliste lui-même. »

Cornélius Castoriadis, philosophe
(entretien à «La République des lettres», juin 1994)

Une crise du crédit ?

À l'origine de la crise on trouve les prêts "subprime" c'est-à-dire les prêts consentis aux ménages américains modestes dont la solvabilité est incertaine du fait de revenus faibles et/ou aléatoires. Tant que l'immobilier est en hausse, tout le monde y gagne :

>>> La banque qui perçoit des intérêts élevés (jusqu'à 12%, alors que le taux évolue normalement entre 4 et 6%) et qui, disposant d'une hypothèque pourra toujours saisir le bien immobilier (appartement ou maison) en cas de défaillance de l'emprunteur. Pour mieux vendre leurs prêts, les banques n'ont pas hésité à utiliser tout un ensemble de formules qui aboutissent à tromper l'emprunteur trop peu vigilant : remboursement d'une partie importante du capital dans les dernières périodes, taux d'intérêts d'abord très bas puis qui augmentent régulièrement et fortement...

>>> L'emprunteur qui, en cas de difficultés de remboursement pourra toujours revendre le bien immobilier en dégageant une plus-value.

Deux phénomènes vont se cumuler pour provoquer l'éclatement de cette bulle spéculative :

>>> Le retournement du marché immobilier : les défauts de remboursement vont exploser atteignant 16% sur les crédits subprime en août 2006 au lieu des 3 ou 4% normalement enregistrés. De plus en plus de biens immobiliers sont saisis et mis en vente, ce qui entraîne une forte augmentation de l'offre alors que la demande baisse (même le marché des emprunteurs subprime finit par s'épuiser). Conséquence : la vente du bien immobilier ne permet plus de rembourser le crédit et de plus en plus de ménages sont condamnés à déménager "à la cloche de bois", abandonnant tous leurs biens et se retrouvant à la rue du jour au lendemain.

>>> Les taux d'intérêt s'envolent suite à l'augmentation du taux directeur de la banque centrale américaine qui passe de 1% en juin 2004 à 5,25%, début 2006.

« Les dérivés de crédit sont des armes de destruction financière massive. » (mars 2003)

« L'économie est tombée d'une falaise (...) Tout ira bien, nous avons la plus belle machine économique qui n'a jamais été créée. » (mars 2009)

Warren Buffet, première fortune mondiale, gourou de la finance

La crise financière qui éclate en août 2006 est donc d'abord une crise des crédits hypothécaires à risque. Or, ce marché est d'une taille relativement modeste (pas plus de 1000 milliards de dollars) à comparer à la capitalisation boursière américaine (20 fois plus) ou au patrimoine des ménages américains (60 fois plus)... ■

Conférences-débats

■ Jeudi 12 mars à 19h00

Dérives du capitalisme ou fin d'un système ?
avec Gilbert Ricard

■ Vendredi 20 mars à 19h00

Acteurs et mécanismes de la crise financière
avec Gilbert Ricard

■ Jeudi 26 mars à 19h00

Et quoi après la crise ?
avec Nicolas Bénéès

Chronologie (2e phase)

>>> La première alerte a lieu le 22 juin 2007 avec la faillite des deux fonds d'investissement de la banque américaine *Bear Stearns* puis, dans la nuit du 8 août l'annonce surprise du gel de 3 fonds *BNP Paribas*. Un fonds d'investissement est un organisme financier, adossé à une banque, qui emprunte et place cet argent emprunté ; avec la rémunération de ces placements il paie les intérêts des fonds qu'il a empruntés. Quelqu'un qui a apporté des capitaux au fonds peut toujours se retirer ; il sera remboursé de sa mise par les capitaux propres du fonds ou par l'arrivée de nouveaux investisseurs. La faillite du fonds *Bear Stearns* indique que ce retrait est devenu définitivement impossible et le gel des fonds *BNP* signifie que ce retrait est devenu temporairement impossible. Une semaine auparavant, Baudouin Prot, président de *BNP*, présentait un discours très optimiste sur la situation de sa banque, n'évoquant à aucun moment d'éventuels problèmes.

« Les facteurs fondamentaux - incluant une croissance solide des revenus et des taux d'intérêt hypothécaires relativement bas - devraient maintenir la demande immobilière et, au point où nous en sommes, il est peu vraisemblable que les difficultés du marché des subprimes se propagent au reste de l'économie ou au marché financier. »

Ben Bernanke, président de la FED (5 juin 2007)

>>> Avec les difficultés avouées de ces fonds, le paysage de la finance internationale va complètement changer en très peu de temps. Apparaissent en effet au grand jour les problèmes qu'ont les banques pour se refinancer. Sur le marché monétaire, marché sur lequel se refinancent les banques, le taux grimpe subitement de 4 à 4,7%, ce qui est révélateur de la crainte qu'ont les banques les unes envers les autres. Après avoir ignoré le risque, notamment lors des prêts subprime, et n'avoir considéré que le rendement, elles voient subitement le risque de partout.

Même l'intervention massive des banques centrales (FED et BCE) qui mettent des quantités importantes de liquidité à la disposition des banques n'arrive pas à calmer la peur des banques.

Florilège de citations d'Alan Greenspan

Président de la FED - banque de réserve fédérale des Etats-Unis - de 1987 à 2006. Il se définit comme républicain libertarien. Il est commandeur de la Légion d'honneur.



« Les instruments financiers de plus en plus complexes ont contribué au développement d'un système financier autrement plus flexible, efficace et solide que celui qui existait il y a un quart de siècle. » (2005)

« Si les prix des logements venaient à baisser, cela n'aurait pas de conséquences macroéconomiques importantes. » (2005)

« Le pire de la bulle immobilière est sans doute passé. » (2006)

« Je suis dans un état de choc et d'incrédulité. J'ai trouvé une faille dans l'idéologie capitaliste. Je ne sais pas à quel est point elle est significative ou durable, mais cela m'a plongé dans un grand désarroi. » (23/10/2008)

>>> Le 18 février 2008, la banque *Northern Rock* est nationalisée au Royaume-Uni après avoir provoqué des scènes de panique bancaire inédites depuis la crise de 29. Cette chute marque une nouvelle étape, car elle met en évidence le fait que la crise ne saurait être limitée aux Etats-Unis, les autres pays et notamment l'Europe seront touchés à leur tour.

BIBLIOGRAPHIE

Nicolas Bénéès : Petit manuel de la crise financière et des autres (*Syllepse, 2009*)

Henri Bourguinat, Eric Briys : L'arrogance de la finance (*La Découverte, 2009*)

Bernard Guerrien : Dictionnaire d'analyse économique (*La Découverte, 1996*)

Frédéric Lordon : Jusqu'à quand ? Pour en finir avec les crises financières (*Ed. Raisons d'agir, 2008*)

François Ruffin : La guerre des classes (*Fayard, 2008*)

Marie-Paule Virard : La finance mène-t-elle le monde ? (*Larousse, 2008*)

Le krach du libéralisme (Manière de voir, *Le Monde diplomatique, décembre 2008*)



>>> Le 16 mars, *Bear Stearn*, incapable de se refinancer alors qu'elle perd de la liquidité à gros bouillon (15 milliards de dollars en 3 jours) est rachetée par la banque *J.P.Morgan* à 10 dollars l'action alors qu'elle en valait 170 un an auparavant. Et encore le prix atteint 10 dollars grâce à l'intervention de la Réserve Fédérale, car *J.P.Morgan* n'en proposait que 2. Pour faire accepter le prix de 10 la Réserve Fédérale s'est engagée à prendre 30 milliards de dollars d'actifs particulièrement avariés de *Bear* ; en cas de non remboursement de ces actifs, *J.P. Morgan* ne prendrait en charge que le 1er milliard, les 29 autres restant à la charge de la banque centrale qui les ferait absorber, en dernier ressort par le Trésor, c'est-à-dire par les contribuables américains.

« Le pire est derrière nous. »

Dominique Strauss-Kahn, directeur du FMI (15 mai 2008)

>>> Le 7 septembre, les 2 géants du refinancement du crédit immobilier américain, *Fannie Mae* et *Freddie Mac* sont mis sous tutelle publique. Les estimations, concernant le montant nécessaire à leur sauvetage vont de 40 milliards de dollars à 200, voire plus. Cette mise sous tutelle est rendue nécessaire parce que ces 2 fonds n'arrivent plus à faire face à leurs dettes de 1600 milliards de dollars dont 230 arrivent à échéance fin septembre. En fait, et au-delà des mots employés, il s'agit d'une véritable nationalisation puisque l'état américain va se trouver détenteur à terme de 79% de leur capital social, ce qui signifie que les pertes seront à la charge des contribuables américains.

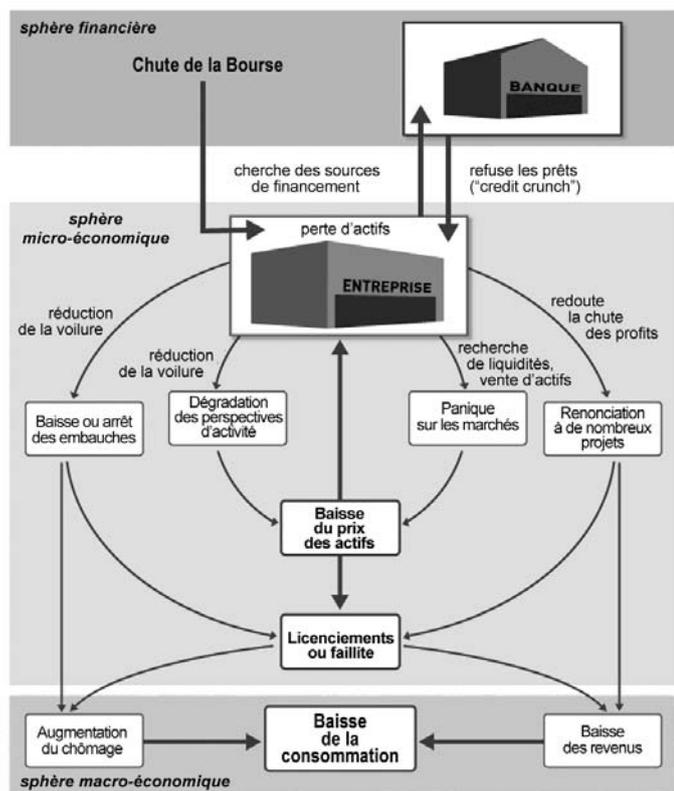
>>> Tout s'emballa le 19 septembre 2008 avec la faillite de la banque *Lehman Brothers* (5ème banque d'affaires de Wall Street) que le Trésor américain a refusé de sauver. Ce qui a motivé celui-ci c'est l'idée de faire un exemple, de ne pas utiliser les fonds publics, c'est-à-dire l'argent des contribuables,

pour venir au secours d'un secteur financier, malade et coupable de ses propres excès. Etait aussi en jeu la crédibilité des Etats-Unis, fondamentale pour continuer à assurer le financement de leurs énormes dettes.

Mais si *Lehman Brothers* a fait faillite, c'est aussi parce que la finance privée a refusé de lui venir en aide, alors qu'au même moment, *Merrill Lynch*, autre grand de la finance américaine était racheté par *Bank of America* pour 50 milliards de dollars. Cette défaillance du secteur financier privé montre au grand jour le comportement des banques, soucieuses de ne plus prendre le moindre risque. Sur le marché interbancaire, les banques refusent de se prêter de l'argent entre elles, de peur de ne jamais être remboursées. Parallèlement, nombre d'épargnants cèdent à la peur et retirent leurs économies des banques pour les mettre à l'abri. Les établissements financiers, doublement asphyxiés, cessent alors de financer le reste de l'économie, ne prêtant plus, sinon à des coûts rédhitoires. Les entreprises les plus fragiles, notamment les PME, font faillite, d'autres renoncent à leurs investissements.

La crise ne concerne plus alors seulement le secteur financier, l'économie réelle est touchée à son tour et commence à s'égrener la longue liste des faillites, des licenciements, des arrêts temporaires de production...

>>> En même temps qu'il refuse de venir au secours de *Lehman Brothers*, l'état américain nationalise de fait *AIG*, le premier assureur des Etats-Unis, en lui accordant un prêt de 85 milliards de dollars en échange de 79,9% de son capital.



Les mécanismes de la contagion

>>> L'Europe est maintenant sérieusement touchée. Le 28 septembre, les gouvernements belge, hollandais et luxembourgeois dépensent 11,2 milliards d'euros pour renflouer le capital du bancassureur *Fortis* ce qui aboutit à une nationalisation de fait (les actionnaires de *Fortis* ont pour l'instant refusé cette disposition).

Le 29, la banque allemande, *Hypo Real Estate* survit grâce à une ligne de crédit de 35 milliards d'euros garantis par le gouvernement.

La nuit suivante, les gouvernements belge et français (plus le gouvernement luxembourgeois marginalement intéressé) sont contraints de monter un plan d'urgence de 6,4 milliards d'euros aboutissant à la nationalisation de la banque *Dexia*.

>>> Enfin, en décembre éclate le scandale *Madoff*, gigantesque escroquerie qui pourrait faire perdre au moins 50 milliards de dollars à ses clients, parmi lesquels on trouve les plus grandes fortunes mondiales, les stars du spectacle et du sport, des fondations internationales, etc. ■

Prévisions 2009

Rapport après rapport, le *FMI* révisé ses estimations de croissance à la baisse. En janvier, voici ce qu'il prévoyait pour l'année en cours :

>>> Les Etats-Unis résisteraient mieux que nous à la crise avec un PIB à -1,6% (+1,1% en 2008). La zone Euro subirait un recul de 2% [voir note en bas de page] après un +1% en 2008.

>>> La France verrait son PIB se contracter de 1,9% (+0,8% en 2008). L'Italie connaîtrait trois années consécutives de recul entre 2008 et 2010 avec -2,1% cette année. Pour l'Allemagne, première économie de la zone, ce serait -2,5% en 2009, après +1,3% en 2008. La Grande-Bretagne est le pays d'Europe où la crise devrait être la plus brutale cette année avec un PIB de -2,8% (après +0,7% en 2008).

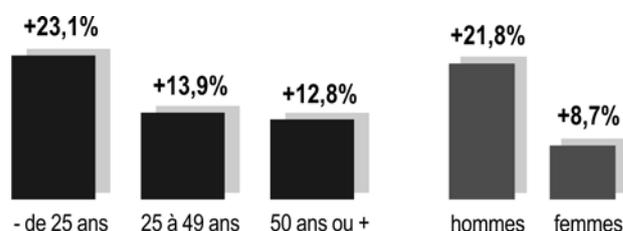
>>> La Russie tomberait de +6,2 à -0,7%. Le Japon devrait voir son PIB continuer à reculer : -2,6% après -0,3% en 2008. Mais le pire serait pour les pays d'Asie récemment industrialisés, qui subiraient globalement un -3,9%, après un +2,1 en 2008.

>>> Les champions de la croissance resteraient la Chine, avec +6,7% (+9% en 2008) et l'Inde (+7,3% après +5,1%)

« La croissance, j'irai la chercher avec les dents. »
 Nicolas Sarkozy, candidat (printemps 2007)
 « Que la croissance soit à 1,9 % ou 2,3 %, au fond, cela ne change pas grand-chose car, ce que je veux, c'est 3 % »
 Nicolas Sarkozy, président français (14/09/2007)

Le *Bureau International du Travail* (BIT) estime que si la crise s'aggravait encore, elle pourrait détruire jusqu'à 51 millions d'emploi en 2009. Le taux de chômage mondial atteindrait alors 7,1%, soit 230 millions de personnes. En même temps, le nombre de travailleurs pauvres (gagnant moins de 2 dollars par jour) pourrait atteindre 1,4 milliard, soit près de 45% de la population active mondiale ayant un emploi.

La proportion de travailleurs en situation d'emploi vulnérable (ceux qui travaillent soit à leur propre compte, soit comme travailleurs familiaux non rémunérés, avec un risque plus élevé de se retrouver sans protection sociale en période difficile) augmenterait considérablement pour atteindre près de 53 % de la population active possédant un emploi. ■



Hausse du chômage en France de janvier 2008 à janvier 2009

note : en mars, la prévision de la BCE pour la zone Euro en 2009 est descendue à -2,7%

Contre une utopie réactionnaire

Longtemps les livres d'économie ont contesté l'existence de la concurrence pure et parfaite en la présentant comme purement théorique mais sans rapport avec la réalité du fonctionnement du capitalisme. Aujourd'hui, ce vocable même de capitalisme a disparu, remplacé par l'économie de marché, notion vide de sens. Toute économie est économie de marché, tout dépend de la manière dont fonctionne le marché, la manière dont il alloue les ressources. Derrière le terme "marché" se dissimule une volonté idéologique profonde : celle de la marchandisation. Tout devrait passer par le marché. Tout fait ou doit faire l'objet d'un calcul économique. Cette marchandisation est la marque profonde de l'idéologie libérale allant de pair avec une conception philosophique du monde, se concrétisant par le salaire au mérite, par exemple, ou la concurrence de tous contre tous. Se diffuse alors cette croyance que chacun doit réussir contre les autres, croyance permettant de faire accepter toutes les destructurations des solidarités collectives.

Le libéralisme économique en tant qu'idéologie ne permet pas de comprendre le monde. C'est une construction utopique profondément réactionnaire. Elle est inscrite dans le passé et, faute de projet collectif, elle ne permettra pas de construire un avenir. Sans futur, le présent se trouve marqué au fer rouge par le passé. Un passé décomposé et recomposé pour les besoins à court terme des capitalistes, de la classe dominante. L'histoire et la mémoire peinent à exister. La référence aux classes sociales, à leur antagonisme, est niée. Pourtant la société n'est pas une addition d'individus, elle est bien structurée par les classes sociales, les groupes sociaux. S'ils veulent faire leur travail sérieusement, les sociologues se trouvent en porte-à-faux par rapport à cette idéologie. Et il n'est pas étonnant aussi que l'enseignement des sciences économiques et sociales en lycée n'ait pas bonne presse du côté du Medef comme du gouvernement.

Pour comprendre la réalité du monde, il est impossible de se contenter d'inverser l'idéologie libérale. Le faire, c'est encore lui reconnaître une légitimité. La contester dans ses fondements suppose de changer de paradigme. Une réflexion sur le marché et l'Etat va nous permettre de l'indiquer.

Les cycles de CONFÉRENCES / DÉBATS



se tiennent à la
Bourse du Travail de St-Denis
de 19h00 à 21h00

L'Université Populaire de St-Denis se donne pour mission de contribuer à l'amélioration de la diffusion populaire de l'esprit critique, des savoirs et de la culture ; mais aussi de favoriser le développement des échanges sociaux dans la cité, en incitant les citoyens à échanger des points de vue et des arguments raisonnés.

Ce projet d'éducation populaire est mis en oeuvre hors des institutions universitaires traditionnelles, dans un esprit engagé de mixité sociale, de citoyenneté, de laïcité, de gratuité et de coopération mutuelle.

Commençons par un constat que font tous les historiens. La naissance même d'un marché national - en France après la Révolution de 1789 - s'est réalisée par l'Etat lui-même. Une succession d'actions, de décisions politiques pour permettre l'accumulation du capital. L'unification de l'Allemagne, de la même manière, a été réalisée par des décisions étatiques, prises par Bismarck, à commencer par la monnaie unique. Il est loisible de multiplier les exemples.

La création de l'Etat capitaliste, « le capitaliste collectif en idée », écrivait Marx dans *l'Anti-Dühring*, est une des conditions de la victoire du mode de production capitaliste. Autrement dit, l'accumulation du capital ; la marchandise suppose la naissance de l'Etat comme abstraction essentielle à la compréhension des modalités de fonctionnement du mode de production capitaliste. Chaque régime d'accumulation - une manière spécifique de créer des richesses - se traduit à la fois par une norme de production spécifique incluant une révolution scientifique et technique et une organisation du travail, une norme de consommation de masse et une forme de l'Etat.

L'Etat et le marché ne peuvent exister indépendamment l'un de l'autre. Non seulement, selon les sociologues, l'Etat structure le marché, mais, plus fondamentalement, il lui donne sa légitimité.

« *Ceux qui l'emportent, quelle que soit la manière, jamais n'éprouvent de honte.* » (Machiavel)

« *La guerre des classes existe, c'est un fait, mais c'est la mienne, la classe des riches, qui mène cette guerre, et nous sommes en train de la remporter.* » (Warren Buffet)

« *Que les pauvres aient le sentiment de leur impuissance, voilà une condition première de la paix sociale.* » (Maurice Barrès)

« *S'il ne fait aucun doute que des révoltes ont existé, ce qui appelle manifestement une explication, c'est surtout le fait qu'elles n'aient pas été plus nombreuses.* » (Max Weber)

Le libéralisme économique tend à imposer son regard. Tout est fait pour mettre sous les projecteurs cette idéologie. Pour faire accepter des métamorphoses portant à la fois sur les valeurs constitutives de la société et sur la forme de l'Etat, pour faire naître une nouvelle forme, pour la rendre nécessaire aux yeux du plus grand nombre. Elle tourne le dos à la forme sociale qui avait marqué le contexte dit des "30 glorieuses". C'est désormais une forme autoritaire qui se trouve justifiée par les éclatements sociaux provoqués par le libéralisme lui-même. Pour maintenir l'ordre social, le capitalisme peut mettre en oeuvre soit l'intégration via les conquêtes sociales, les droits collectifs renforçant ainsi la prise de conscience des salariés qu'ils forment une classe sociale aux intérêts convergents, soit la répression, tendant à détruire par là-même toutes les structures collectives.

Nous sommes loin de la concurrence libre et non faussée. Ce mode de production en crise - signifiant aussi qu'il est en mutation - ne connaît qu'une seule loi, celle de l'augmentation de l'exploitation des travailleurs. Pour ce faire, il se sert de l'idéologie du libéralisme économique...

Il est temps de reprendre le terrain de la bataille des idées trop souvent abandonné. La lutte idéologique est vitale, pas seulement pour défendre les intérêts des salariés, mais aussi pour construire les conditions d'une réflexion libre et non faussée... ■